

LA COMMISSION GESTION DES EAUX DE LA RETENUE DE SELINGUE ET DU BARRAGE DE MARKALA : UN OUTIL DE PARTAGE EQUITABLE DES EAUX DU FLEUVE NIGER AU MALI



SIDIBE, Aboubacar Modibo, DSGRE/DNH-Mali

Splendid Hotel. 28,29,30 Novembre 2023, Ouagadougou, Burkina Faso

Plan de présentation

1. Problématique
2. Objectifs
3. Mise en œuvre et mesures prises
4. Résultats atteints
5. Leçons apprises
6. Recommandations pour une mise à l'échelle

1. Problématique

Le **barrage hydroélectrique de Sélingué** a été construit sur la rivière Sankarani, un affluent du Niger. Son bassin de rétention forme le lac de Sélingué (de **430 km²** et un volume de **2,2 milliards de m³**), qui permet **les cultures sur les périmètres irrigués** gérés par l'Office de Développement Rural de Sélingué (ODRS), ainsi que la **pêche** pour l'approvisionnement de Bamako en poissons. Il est également utilisé pour **la régulation des écoulements du Fleuve**.

Depuis la mise en eau du barrage, sa gestion a été confiée successivement à l'Office pour l'Exploitation des Ressources Hydrauliques du Haut – Niger (l'OERHN) de 1980 à 1990 puis la **société EDM- SA depuis 1990**. La gestion de cet ouvrage à buts multiples par un seul usager, s'est traduit par :

- la **vidange précoce** de la retenue de Sélingué en **juin en 1987 et 1989** avec des délestages importants dans la fourniture de l'électricité sur le réseau interconnecté de Bamako ;
- la vidange en mai 1999 avec un étiage sévère et long ;
- **l'inondation totale du périmètre situé à l'aval immédiat de Sélingué en 2001** avec des répercussions en aval y compris la ville de Bamako.

Pour toutes ces raisons, la société EDM-SA a été accusée à tort ou à raison, de gérer les eaux de la retenue pour les seuls intérêts énergétiques.

Les enjeux de la gestion des ressources en eau sont importants de nos jours, car ils se posent en termes de disponibilité à l'ensemble des Usagers situés en aval des Ouvrages dans le cadre de l'allocation des Ressources en Eau et se trouvent être impactés par des effets néfastes des changements climatiques et de la variabilité climatique. Dans le cadre de l'arbitrage annuel concernant l'allocation des Ressources en Eau entre les Usagers situés en aval des barrages de Selingué et Markala, des faits suivants ont été constatés :

- Les Difficultés de satisfaction des besoins agricoles des offices de développement rural (ODRS, ON, OPIB, ORS, ORM) consécutives à la diminution des écoulements imputables aux effets néfastes des Changements climatiques ;
- L'Augmentation des superficies emblavées pour la lutte contre l'insécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté ;
- L'utilisation de plus en plus des cultures consommatrices d'eau comme le riz, la canne à sucre, dans les zones de productions agricoles pendant toute l'année.

Ainsi, pour trouver une solution idoine à ces difficultés ci-dessus d'une part, dans le souci de garantir un partage équitable des ressources en eau du barrage de Sélingué au profit de l'ensemble des usagers situés à l'aval de Sélingue et Markala d'autre part, le Gouvernement a créé la Commission « GESTION DES EAUX » par l'Arrêté interministériel n°02-2578/MMEE-MAEP-ME-SG du 30/12/2002 relu par l'Arrêté interministériel n°2011-5568/MEE-MATCL-MA-MEA-MEP-MDDIZON-SG du 30/12/2011.

2. Objectifs

L'objectif est de garantir un partage équitable des ressources en eau du barrage de Sélingué au profit de l'ensemble des usagers situés à l'aval de Sélingue et Markala.

Spécifiquement l'objectif de l'initiative vise à :

- i. Elaborer les programmes annuels de gestion d'eau de la retenue de Selingué et assurer le suivi de sa mise en œuvre;
- ii. Assurer l'arbitrage annuel concernant l'allocation des ressources en eaux entre les usagers situe en aval des barrages de Selingué et celui de Markala;
- iii. Informer les décideurs sur l'incidence de la gestion des eaux de la retenue dans tous les aspects des activités liées au barrage ;
- iv. Prévenir et gérer les conflits liés à l'utilisation des ressources en eaux desdits barrages.

3. Mise en œuvre et mesures prises

Trois catégories d'acteurs constituent **les membres** de la Commission. Il s'agit: (i) de l'Administration publique, (ii) les usagers et (iii) les partenaires d'appui.

- Suite aux inondations de 2001, la principale décision prise par le Ministère de tutelle a été la création d'une Commission de Gestion pour assurer le suivi de la gestion des eaux du barrage de Sélingué au profit de toutes les parties prenantes.
- Mise en place des instruments et outils pour l'identification des besoins annuels en eau pour chacun des principaux utilisateurs/consommateurs d'eau (l'hydro-électricité et l'irrigation pour les Offices de Développement Rural)
- l'utilisation d'un modèle d'allocation pour l'optimisation de la gestion de l'eau du réservoir de Sélingué pendant l'année (la phase de vidange allant de janvier au 31 juillet et le remplissage du réservoir pendant la période d'août à fin octobre)
- L'implication et la mobilisation des membres de la Commission.

4. Résultats atteints

- Création de la Commission « GESTION DES EAUX » par l'Arrêté interministériel n°02-2578/MMEE-MAEP-ME-SG du 30/12/2002 relu par l'Arrêté interministériel n°2011-5568/MEE-MATCL-MA-MEA-MEP-MDDIZON-SG du 30/12/2011.
- L'accès équitable à l'eau pour tous les usages et tous les usagers de la ressource surtout pendant la période d'étiage à travers l'arbitrage et le respect des consignes avant le 31 juillet ainsi que le remplissage prématuré avant la pointe de la crue du fleuve Niger.
- Le respect strict du débit sanitaire de 40 m³/s à l'aval du barrage de Markala afin d'éviter toute concentration excessive de produits polluants dans les eaux;
- L'impact de la gestion du déficit hydrique 2017 par la CGESM a été jugé positif car ses activités ont permis de concilier les intérêts des différents usagers bénéficiant les eaux du barrage de Sélingué et de Markala.
- Information et sensibilisation de tous les acteurs depuis la création de la Commission en 2002
- Le recueil des données fiables sur les disponibilités des ressources et leurs usages.
- L'amélioration de la gestion de la première station d'épuration des eaux usées dans la zone industrielle de Bamako en 2006.
- La construction des infrastructures de séquestration du chrome dans les quatre tanneries, le prolongement du réseau d'égout et la connexion de 100 ménages.

- La facilitation d'échange entre l'ANGESEM et les Industriels sur l'importance de leur connexion aux réseaux d'égout sur l'impulsion PNE-MALI.
- La signature de convention de collaboration entre l'OPIB et EDM- SA pour le partage des eaux du canal de Baguineda qui sont utilisées pour alimenter la centrale hydro-électrique de Sotuba et irriguer le périmètre de 3000 ha;
- L'arbitrage annuel (de 2008 à 2019) du partage des eaux du Sankarani entre l'ODRS et EDM -SA pour l'alimentation en eau en priorité du périmètre de Maninkoura d'une capacité de 1094 ha;
- Le respect des consignes de gestion qui s'imposent à l'ensemble des acteurs, dont le débit garanti de 40 m³/s à l'aval de Markala par l'Office du Niger et le suivi de la courbe de gestion des eaux de la retenue de Sélingué par EDM –SA ;
- La prévention et la gestion des conflits liés aux risques de pollution du lac de Selingué consécutive aux activités minières de Farabacoura à l'amont immédiat de la retenue de Sélingué.
- La prévention et la gestion des conflits entre l'Office Riz de Ségou et les producteurs du casier de Tamani suite au stress hydrique de 2017.
- L'adhésion de certains usagers nationaux aux efforts d'entretien du réseau de suivi des ressources en eau et la prise en charge de leur participation aux réunions.

- La réalisation de mission conjointe sur le terrain pour constater les dégâts en juillet 2014, suite à une alerte donnée par le Comité Local de l'Eau de Sélingué.
- Le renforcement du suivi de la qualité des eaux tant sur les cours d'eau que les forages des sites d'exploitation minière ainsi que les centres urbains suite aux risques de pollutions dues aux activités d'orpaillage dans les lits et les berges des cours d'eau.
- La prise en compte des besoins de tous les usagers y compris les femmes et les jeunes dans l'élaboration du programme annuel de gestion des eaux.

5. Leçons apprises

- L'élaboration d'une courbe optimale et le respect des consignes de gestion ont permis une gestion rationnelle des eaux depuis 2002 ;
- La participation active de l'ensemble des acteurs aux réunions de la commission.
- De sa création en 2002 à nos jours, la Commission a permis d'éviter de nombreux conflits entre les usagers et des nouvelles inondations et/ou pénuries à travers l'élaboration et le respect des consignes de gestion, la diffusion des communiqués d'alerte, l'arbitrage annuel des eaux.
- Depuis 2002 aucune défaillance de gestion des eaux de la retenue n'a été enregistrée. Ce qui fait de la Commission, le meilleur outil de gestion concertée et de partage équitable des eaux du fleuve Niger.
- La présidence de la Commission est assurée par la Direction Nationale de l'Hydraulique en sa qualité d'arbitre. Cette « neutralité » conforte son rôle de leadership reconnu et accepté par tous les membres.
- Certains usagers bénéficiant des services des stations hydrologiques sont sollicités pour leur participation aux frais d'entretien des stations.
- La communication sur les antennes des radios communautaires locales a contribué à la formation et la prise de conscience des riverains pour la prise en compte des risques de pollution des eaux dans la gestion de leurs activités quotidiennes surtout dans l'orpaillage. Aussi sur le gaspillage de l'eau et encourager la promotion des techniques de recyclage et la réutilisation de l'eau dans l'agriculture.

Les **conséquences des catastrophes causées par les inondations de 2001** sont toujours **dans la mémoire** de la plupart des **populations riveraines**.

L'initiative a fortement contribué à **l'amélioration de la gestion des risques d'inondation à travers le respect des consignes de gestion et des niveaux cible d'alerte à éviter**.

Les principaux éléments qui ont permis de faciliter la réussite de la mise en œuvre de l'initiative sont : (i) **la formalisation de la création de la Commission** par un Arrêté interministériel qui s'est avéré un précieux outil de mise en œuvre de la GIRE ; (ii) **les institutions membres de cette Commission se sont approprié** très tôt l'approche participative en jouant leur rôle de partie prenante ;

Aujourd'hui, **malgré l'engouement** suscité autour d'elle, la commission se pose de multiples questions, qui dévoilent ses **faiblesses**. Parmi ces faiblesses et par ordre d'importance, on peut citer, entre autres :

- **l'absence de budget conséquent** de fonctionnement pour assurer la participation de tous les acteurs aux travaux ;
- **l'augmentation de la demande en eau** pour les besoins agricoles et **les fortes variabilités de la ressource dans le contexte de changement climatique**.

Pour surmonter les différentes difficultés la commission a adopté une approche pragmatique.

6. Recommandations pour une mise à l'échelle

- Mise en place d'un **modèle d'allocation** de la ressource qui prend en compte tous les besoins en aval et Inciter les usagers à fournir à temps les données des prélèvements et besoins d'eau ;
- Contribuer à faire **appliquer le principe préleveur-payeur**;
- Veiller à l'optimisation de la gestion de l'eau par la **promotion de techniques d'économie d'eau dans les périmètres irrigués** ;
- **S'assurer de la bonne tenue de l'ouvrage** (fuites, auscultation et stabilité).
- **L'accroissement et la diversification des financements**, aussi la mobilisation du financement climatique au profit du secteur eau qui reste timide.
- **Étendre le mandat de la Commission** aux autres ouvrages du territoire national.



Merci de votre attention



Plus d'information

Site web : <https://dnhmali.org/>

Adresse email : asidibe@dnh.gouv.ml